

Contre les dernières mesures policières du gouvernement

25.000 Algériens manifestent à Paris

LES manifestations qui se sont déroulées à Paris mardi dernier rappellent sinistrement les bagarres racistes dont Oran — en particulier — est le théâtre depuis quelque temps.

Jusqu'à présent, les travailleurs algériens ne s'étaient jamais montrés en force, dans la Métropole. On sait que la région parisienne compte une population algérienne de près de 100.000 âmes sur les 380.000 qui vivent en France métropolitaine. Ces travailleurs sont évidemment sensibilisés à la politique de guerre des gouvernements français depuis sept années. Il y a peu de familles qui n'aient des siens dans les maquis algériens — ou qui n'aient eu à subir les avaries de la police — en France — ou des « forces de l'ordre » en Algérie.

Sur cette masse vibrante, blessée, repliée sur elle-même, l'action politique du F.L.N. est, naturellement, profonde et efficace, mais disions-nous, la semaine dernière, lorsque nous dénoncions les mesures policières décidées : il ne doit pas y avoir un seul Algérien — musulman ou non — qui ne soit pas « nationaliste », F.L.N. ou non. Aujourd'hui, nous devrions dire : qui ne soit pas « **révolutionnaire** ». Car la Fédération de France du F.L.N. a prouvé, hier, grâce à l'incroyable bêtise des Pouvoirs Publics, l'audience qu'elle possède sur les éléments algériens de la région parisienne.

Pour protester contre les mesures discriminatoires et racistes prises par le ministère de l'Intérieur, plus de vingt-cinq mille Algériens occupèrent — durant trois heures — le centre de Paris : les Grands Boulevards, les Champs-

Elysées, le Quartier Latin, en criant : Algérie algérienne. D'autres manifestations se déroulèrent également en banlieue.

Ce qui s'est passé, nous n'avons pas besoin de le préciser : hurlements, bousculades, matraquages, coups de feu, grenades lacrymogènes, arrestations. Bilan officiel : trois morts (dont deux Algériens), 55 blessés, plus de 10.000 arrestations. On imagine aisément les scènes de violence entre une police déchaînée et les manifestants nord-africains.

Le climat avait été — et volontairement, semble-t-il — préparé depuis quelque temps. Des cadavres d'Algériens avaient été repêchés de la Seine, des exactions multiples (voir à ce sujet le communiqué de l'A.G.T.A.), les arrestations se multipliaient, les refoulements sur l'Algérie s'ensuivaient, enfin, pour parfaire le tout, le couvre-feu réservé aux Algériens venait ajouter la goutte d'eau à l'exaspération qui couvait dans la population nord-africaine.

Une certaine presse devait s'avilir encore plus en publiant — il y a 8 jours — un article intitulé : « Les policiers ont à **faire payer** aux Algériens la mort de X des leurs; » (Paris-Presse 9/10).

Après cela, il fallait créer le climat oranais de haine raciste dans la population parisienne, jusqu'à présent assez réticente, dans son ensemble.

La police parisienne — il y eut plus de 7.000 policiers mobilisés — n'était-elle pas prévenue de la manifestation de ce mardi soir ? (des enceintes avaient été réquisitionnées : Beaujon - Palais des Sports - Stade de Coubertin - Vincennes). Sa carence est évidente... ou volontaire ?

Les mesures racistes de couvre-feu pour les Algériens ne sont-elles pas — en elles-mêmes — une provocation poussant à des réactions passionnelles ? Quel homme conscient de dignité ne réagirait-il pas contre un tel régime odieux ? Même des gens aussi peu « révolutionnaires » que le sénateur Abdelkrim Sadi (U.N.R.) et le député Djebour (Unité de la République) protestent.

On peut regretter toutefois qu'il n'y ait pas eu d'autres protestations... de masse. Le temps de Sacco-Venzetti est oublié !

Pense-t-on vraiment — place Beauvau — qu'une telle politique fera cesser les attentats F.L.N. ? Croit-on qu'au moment où une timide éclaircie laisse espérer un dialogue franco-F.L.N. ayant une chance d'aboutir à une solution des problèmes franco-algériens, croit-on que la provocation de heurts aussi pénibles facilitera un résultat favorable ?

Allons-donc, tout semble concerté pour que — bien au contraire — la tension soit encore plus grande et plus difficiles les rapports entre les deux partenaires : le G.P.R.A. et la France.

Le déferlement de haine raciste dont Oran est la victime actuellement — où les commandos O.A.S. se livrent à une chasse à l'homme, tandis qu'ailleurs se multiplient les attentats au plastic contre des Musulmans algérois, enfin les événements de France tendent à durcir tous les rapports entre les populations et à pourrir définitivement toutes chances de cohabitation entre les communautés européenne et musulmane.

Que le F.L.N. ait ses propres ultras, cela est sûr. La Fédération de France du F.L.N. est probablement plus extrémiste que les organismes agissant en Afrique

du Nord. Cela tient au fait qu'il s'agit d'une communauté nombreuse vivant dans des conditions particulières (souvent meilleures qu'en Algérie même) et qui apporte un soutien financier considérable à la révolution algérienne ; le F.L.N. doit donc veiller à tenir fermement en mains ces éléments éloignés du terrain des combats. Etais-il souhaitable de lui fournir des occasions de prouver sa force ?

N'importe qui pouvait prévoir les réactions de mardi soir à Paris. On se demande, dès lors, qui supportera les responsabilités officielles de ces troubles ?

Nous concevons — avons-nous déjà écrit ici — que la police prenne toutes mesures pour assurer la sécurité de tous les citoyens, quels que soient leur origine. Mais à condition que ces mesures ne soient pas incompatibles avec le respect et la dignité qui sont dues à tous les individus. Et aussi à condition que la politique suivie n'aille pas à rencontre des intérêts de notre pays. Or, les ratonnades, les camps d'internement, les arrestations massives et arbitraires, les brimades policières, les disparitions subites, les brutalités, les provocations racistes creusent encore un peu plus le fossé qui sépare la France d'aujourd'hui de la République Algérienne de demain. Car il ne s'agira pas seulement de signer un accord entre le G.P.R.A. et le gouvernement français pour que vivent en harmonie deux communautés que sépare un fleuve de sang et de haines.

A moins qu'on désire l'ordre qui règne dans les cimetières...

Bertrand Renaudot

Une liste impressionnante

Nous publions le tract que nous envoie L'AMICALE GENERALE DES TRAVAILLEURS

ALGERIENS RESIDANT EN FRANCE.

Nous n'avons pas la possibilité de vérifier ces informations mais il semble facile — pour les Pouvoirs publics — de contrôler ces faits et —

s'ils sont faux — de les démentir.

D EPUIS quelques semaines, les travailleurs français de la Région Parisienne ont pu constater, dans la rue, les nombreuses opé-

rations répressives de la police française et assimilée contre les travailleurs algériens.

L'A.G.T.A. publie aujourd'hui quelques exemples, parmi d'autres, de victimes algériennes assassinées dans les rues, dans les cafés et dans les hôtels :

- Trois travailleurs algériens ont été mitraillés par la police française à 22 h. 15 devant le 41, avenue du Général-Leclerc à Boulogne-Billancourt :

- LAMRI Dahmane, 24 ans, a été tué sur le coup (ouvrier à l'Air liquide).

- BECHARI Saïd, 22 ans (employé chez Salève) et ALIOUCHE Amar — qui vient de terminer un stage de formation professionnelle accélérée — ont été grièvement blessés ; leurs jours sont en grand danger.

- Un jeune Algérien de 13 ans — récemment arrivé d'Algérie — a été tué d'une rafale de mitraillette alors qu'il jouait sur le trottoir de la rue Heinrich à

Billancourt, le vendredi 6 octobre.

- Toujours à Boulogne, MEKAOUCHE Moussa, 18 ans, a été tué dans sa chambre par des policiers en civil au cours d'une perquisition ; les assassins ont trouvé dans sa valise un briquet-pistolet comme on en vend dans les bureaux de tabac. Ses deux camarades de chambre ont été sauvagement frappés et aussitôt hospitalisés.

- HABOUCHE Bellache, né en 1930, tué devant son domicile, 7, rue Antoine-Fratacci à Vanves le 22-9-61.

- SMAIL Abmed, commerçant, 11, rue Lamoroux à Vanves, tué dans son café parce que les policiers trouvaient qu'il ne montait pas assez vite dans le car.

- KENICHE Sadek, propriétaire de l'hôtel 114, avenue de Villeneuve à Choisy-le-Roi, a été tué dans son café par une charge de plastic placée contre son établissement.

- Mitraillage d'un café algérien, 33, boulevard

Galliéni à Issy-les-Moulineaux. 1 mort, 2 blessés : CHEMLOUL Amrane, 27 ans, tué sur le coup ; OUADAH Salem, 26 ans, et BOUKAROUM Arezki, 27 ans, grièvement blessés.

L'A.G.T.A. salue les actions des organisations syndicales des travailleurs français, particulièrement de la C.G.T. et aussi de la C.F.T.C.

Elle salue également les populations de Nanterre, Saint-Denis, Aubervilliers, Ivry et autres qui ont participé à de nombreuses manifestations concrètes contre l'installation des tortionnaires harkis dans leurs communes.

Ces exemples montrent qu'il est possible de généraliser et d'intensifier cette action.

Les travailleurs français apprendront dans cette lutte contre le fascisme qui frappe leurs libertés que l'ennemi du peuple algérien est leur.

(12-10-1961.)